

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

GROUPE SOCIALISTE

LUXEMBOURG — RUE BEAUMONT 19 — Tél. 219 21

APE/GS/33/62

DOCUMENT D'INFORMATION

Les socialistes espagnols en exil s'opposent à l'ouverture
de négociations entre l'Espagne franquiste et la C.E.E.

Diffusion : 9 + 10 + 15

DECLARATION

L'Espagne et le Marché Commun.

L'Espagne n'a ressenti la vocation européenne que lorsque la C.E.E. a, tout récemment, à Bruxelles, vaincu les obstacles qui s'opposaient à l'extention au secteur agricole des règles de la libre circulation des marchandises et à la suppression progressive des droits de douane. A la suite de quoi, elle a sollicité d'entamer des pourparlers en vue d'obtenir l'admission de l'Espagne au Marché Commun, de la façon la plus favorable aux deux parties.

Tant que le traité de Rome n'a été applicable qu'aux secteurs industriels et des services, l'Espagne n'a éprouvé nul besoin de s'intégrer dans le Marché Commun. Ni les services spécifiés ni l'industrie, n'étaient ni sont - tant s'en faut - en état d'affronter la concurrence, ni les règles, ni les engagements qui émanent de ce traité. Pour pouvoir les affronter, l'Espagne aurait besoin de profondes reformes dans sa structure, d'arracher l'économie nationale des mains des oligopoles, qui sont les véritables régisseurs de la politique espagnole, enfin, de moderniser cette économie et de simplifier le circuit distributif. On n'a rien fait de tout cela et cette situation négative est la véritable cause de l'opinion du Caudillo et de son gouvernement, qui déplaceraient, voilà peu de temps, que le pays n'était pas en conditions de supporter la concurrence européenne et qu'il n'était pas dans leur doctrine d'accepter les conditions politiques impliquées dans le Traité, dont l'idée essentielle se heurte au mesquin patriotisme franco-phalangiste. Par ailleurs, le régime franquiste et en particulier le Caudillo, attaquent constamment l'esprit libéral et la tolérance de cet Occident qui est le berceau et le moteur des communautés économiques et politiques. Il le gratifie souvent de ce paraphrase ridicule: "Ce monde affolé qui nous entoure."

Maintenant, devant la perspective que la C.E.E. pourrait avoir sur le plan agricole le même succès qu'elle a eu sur le terrain industriel il n'hésite pas à affronter les dangers de participer dans les institutions internationales de ce "monde affolé" et il ne s'inquiète pas outre mesure du fait que l'Espagne pourrait voir son indépendance amoindrie au bénéfice d'une indépendance supérieure d'une Europe qui ne résigne pas à mourir, ni à devenir le jouet des blocs.

Mais ce n'est pas au nom d'un idéal aussi élevé que le gouvernement du Caudillo a entrepris d'obtenir un statut d'association avec la C.E.E. C'est simplement pour une raison économique, purement matérielle et commerciale. Il s'agit d'assurer les exportations agricoles, qui constituent la source de devises la plus sûre. 90 pour 100 des exportations de la région de Levant équivalent au 15 pour 100 de la valeur totale des exportations espagnoles de toute sorte, sont placées dans les pays de la Communauté européenne. Si l'intégration vient à s'étendre à d'autres pays européens qui importent aussi les produits agricoles espagnols, le problème devient grave pour l'Espagne. L'Italie, la Grèce, la Turquie, la France même, à cause de sa production méditerranéenne, favorisées par les avantages du Marché Commun, pourraient écarter les produits espagnols du marché de la Communauté ou, du moins, faire diminuer sensiblement les ventes espagnoles.

À éviter cette crise de l'exportation, l'Espagne franquiste, dont le bilan commercial pour 1961 présente un déficit estimé à 300 millions de dollars, n'hésitera pas à promettre tout ce que l'on voudra. Elle acceptera de tenir les engagements qui émanent du traité de Rome, comme elle s'engagea à tenir ceux de la Charte des Nations Unies, ceux de l'Unesco, dont, en réalité, elle en fait fi et qu'elle bafoue tous les jours.

Les amis intéressés de l'Espagne franquiste soutiendront l'association de celle-ci avec la C.E.E. sous prétexte que cela aura des avantages pour les ouvriers, pour la défense de l'Occident et évitera la ruine d'une nation occidentale. On a déjà employé ces arguments pour justifier son admission dans le sein de l'O.E.C.E. ainsi que pour la réhabilitation internationale. Le résultat n'aurait pas pu être plus mauvais. Le fascisme espagnol a été réhabilité mais l'Espagne n'est pas sortie de son retard économique, ni les travailleurs de leur misère.

Cependant, l'Espagne a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de l'Espagne, mais non point d'une Espagne fasciste, sinon d'un Etat démocratique qui pourrait négocier avec l'assentiment démocratique de la nation toute entière, ses décisions internationales.

Accepter l'Espagne actuelle ce serait renforcer le fascisme espagnol, causer une déception de plus aux démocrates, fermer le chemin à une solution démocratique et condamner définitivement le futur de l'Espagne au fascisme, ou au communisme, en faveur duquel agissent, d'un côté Franco, de l'autre, la maladresse des démocraties.

Le Comité Exécutif du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol
Le Comité Exécutif de l'Union Générale des Travailleurs
Le Comité de la Fédération des Jeunesses Socialistes
Espagnoles

Février, 1962